

ARRÊTÉ

Le Ministre d'État chargé des Affaires culturelles

VU la loi du 31 Décembre 1913 sur les Monuments Historiques, et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 Juillet 1927, 27 Août 1941, 25 Février 1943, 24 Mai 1951, 30 Décembre 1966 et le décret du 18 Avril 1961 ;

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue ;

A R R Ê T É :

Article 1er - Est inscrite sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques l'Eglise de LA JARD (Charente-Maritime), figurant au cadastre sous le N° 24, Section A B, lieu dit "Le Bourg", d'une contenance de 9 ares, 55 centiares et appartenant à la commune.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Paris, le 27 OCT. 1987

Le Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Directeur de l'Archéologie



Max QUERRIEN